

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°33

janvier-mars 2024

Antifascisme, antiracisme



Humour de Siné mensuel

Table des matières

« La façon dont les gouvernements ont tenté de contrôler les Roms a des parallèles avec les dispositifs coloniaux »	3
Un tag contre l'antisémitisme accusé d'antisémitisme	10
Antisémitisme : « Marine Le Pen a réussi son coup, plus rien n'accroche »	12
Descente de l'extrême droite à Romans-sur-Isère : entre débâcle et victoire politique.....	14
« L'objectif est de déconstruire les fantasmes véhiculés par l'extrême droite »	17
Hénin-Beaumont : faire du syndicalisme dans une mairie d'extrême droite	19

« La façon dont les gouvernements ont tenté de contrôler les Roms a des parallèles avec les dispositifs coloniaux »

Avec *Kumpania. Vivre et résister en pays gadjo*, l'anthropologue Lise Foisneau retrace quatre années d'enquête en compagnie de Roms de Provence. Où il est question de résistance face à un État qui opprime mais aussi de façons d'habiter les marges.



Cet article est publié dans le cadre de notre partenariat avec CQFD.

« *Chiner les Roms.* » Cette expression, c'est Youri, 18 ans, qui l'a soufflée à Lise Foisneau. Depuis, l'anthropologue se l'est appropriée. Difficile en effet de trouver phrase plus juste pour résumer le travail qu'elle a mené pendant ces quatre années passées sur les routes aux côtés de Roms de Provence.

De son enquête en itinérance, Lise Foisneau a tiré un livre, *Kumpania – Vivre et résister en pays gadjo*, paru aux éditions Wildproject. Elle y décrit le quotidien de Roms dits « hongrois » qui, arrivés en France à la fin du 19^e siècle, circulent sur une partie de ce territoire dont ils habitent les interstices – faute de pouvoir se déplacer et s'installer librement.

Changer la focale. Raconter l'histoire de ce groupe « par en bas », à partir des représentations de celles et ceux qui le composent : c'est ce qui fait, entre autres, la portée politique de *Kumpania*. Manière de fouler au pied un antitsiganisme fermement ancré et de rappeler qu'en dépit des discriminations essuyées, les Roms de Provence continuent de s'organiser.

Pour Lise Foisneau, c'est certain : « *Au détour d'une route, sur un parking, sur un stade, dans un champ, les Roms montrent que des collectifs [...] n'ont pas encore capitulé face à la machine politique et hiérarchique.* » Entretien.

CQFD : Votre livre s'intitule *Kumpania* : qu'est-ce que cela signifie ?

Lise Foisneau : Chez les Roms de Provence, le mot *kumpania* (compagnie) désigne l'ensemble des personnes et des choses (humains et non-humains, animaux, objets) réunies dans un lieu. C'est un voisinage choisi qui compose un monde singulier – monde en quelque sorte imbriqué dans celui des *gadjé* [1]. Contre le préjugé qui assigne les Roms à un mode de vie familial de type organique, mon livre décrit un collectif [2] dont les principes politiques sont beaucoup plus égalitaires que ceux de la société majoritaire.

Les stéréotypes qui naturalisent les formes d'organisation collective des Roms sont des constructions étatiques liées à des politiques répressives. Dès 1912, les gouvernements français successifs ont en effet mis en place des dispositifs de contrôle et de surveillance de personnes d'abord catégorisées comme

« Nomades », puis comme « Gens du voyage » dans les années 1970. La rhétorique familialiste de l'État postule que c'est la « famille », de préférence la famille élargie, qui soude ces collectifs.



Lise Foisneau est anthropologue, chargée de recherche au CNRS. Elle a notamment publié *Les Nomades face à la guerre (1939-1946)*, éditions Klincksieck, 2022. ©DR

Réduire ainsi des modes d'organisation collective alternatifs à des liens du sang est une stratégie efficace de dépolitisation. En intitulant mon livre *Kumpania*, j'ai voulu montrer que le monde du voyage français est un monde éminemment politique, qui s'organise en fonction d'un souci de justice et de bien commun, et dont l'une des formes particulièrement emblématiques est, justement, la *kumpania*.

Mais une précaution s'impose : cette ethnographie ne porte que sur un fragment du monde du voyage et ne peut pas être généralisée à l'ensemble des collectifs romani et voyageurs. *Kumpania* décrit la vie de Roms qui sont Français depuis 150 ans, voyagent la plupart du temps en Provence, et sont catégorisés par l'État comme « Gens du voyage » ; tandis que les autres Voyageurs les appellent les « Hongrois ». Ils ont été nommés ainsi, à la fin du 19^e siècle, par les Manouches qui les ont désignés en fonction de l'endroit où ils avaient voyagé précédemment, à savoir l'Empire austro-hongrois.

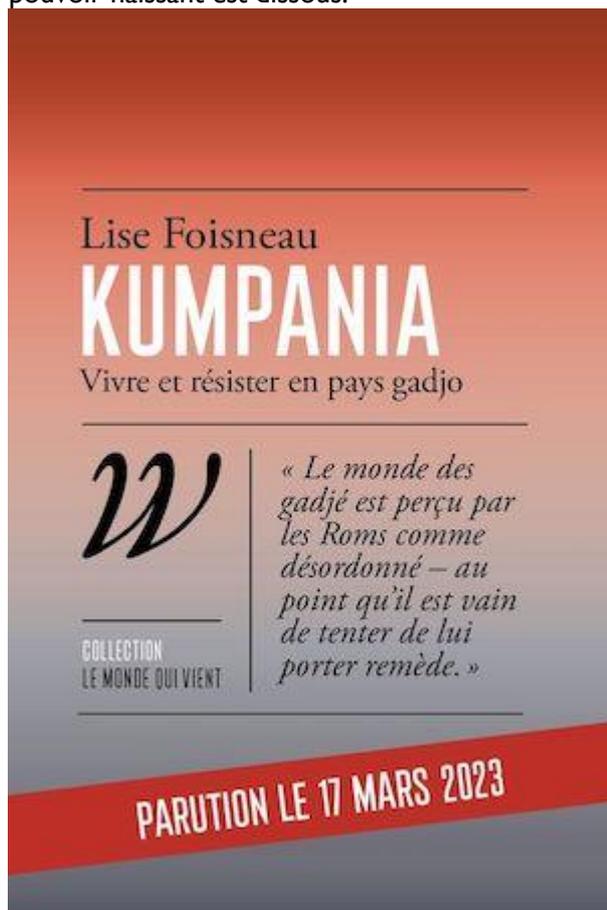
Cette façon de « faire collectif » sans représentant ni chef, désarçonne les gadjé, a fortiori les forces de l'ordre auxquelles, comme vous l'écrivez, « il ne vient pas à l'idée que les compagnies puissent ne pas être dirigées »...

Lorsque des caravanes s'installent dans un nouveau lieu, leurs habitants – qu'ils soient Manouches, Roms, Gitans, Sinti, Yéniches ou Voyageurs – font une expérience commune : il y a toujours un policier, un gendarme, un voisin *gadjo* ou un représentant de l'administration pour demander à parler au chef, au responsable ou au représentant.

À l'arrivée des caravanes, un observateur non averti a grand mal à imaginer qu'elles ne soient pas organisées et coordonnées par une personne qui dirigerait les autres. Or, en voyageant avec les Roms de Provence, j'ai pu constater que les personnes qui habitent ensemble en caravane, pendant quelques jours ou quelques semaines, ne s'organisent pas de manière hiérarchique ou pyramidale.

Par exemple, lorsqu'ils s'installent sur une « place », c'est-à-dire un lieu non aménagé, les habitants de chaque caravane agissent en toute autonomie. S'il y a des règles à respecter pour que la vie en commun soit possible, personne ne joue un rôle plus important que les autres. D'ailleurs, si l'un des membres de la compagnie

s'avise de se comporter en chef, la réponse ne tarde pas : le plus souvent, les caravanes se dispersent et ce pouvoir naissant est dissous.



Kumpania. Vivre et résister en pays gadjo, Lise Foisneau, Wildproject, 17 mars 2023.

Plus d'une fois, j'ai vu des gendarmes ou les gérants de magasins près desquels nous étions installés demander à parler au « patriarche » : non seulement, les habitants des caravanes devaient être dirigés, mais ils devaient l'être par un homme – au stéréotype hiérarchique s'ajoutant le stéréotype patriarcal. La réalité est que les compagnies avec lesquelles j'ai voyagé ne reconnaissent pas de chef, pas de tête : elles sont acéphales. C'est le monde des *gadjé* qui projette volontiers son imaginaire hiérarchique sur les collectifs voyageurs.

Ce préjugé est partagé au plus haut niveau de l'État, puisque, depuis les années 1960, les différents ministères ont toujours cherché à identifier des « représentants » des « Nomades » ou des « Gens du voyage ». Il y a certes des associations qui défendent les intérêts des Voyageurs, et il y a aussi des personnes qui s'autorisent à parler avec les autorités *gadjé*, mais, dans les deux cas, sans avoir été désignées par quiconque pour agir en tant que représentants.

Je pense notamment à l'instance censée représenter les « Gens du voyage » auprès des ministères, la Commission nationale consultative des Gens du voyage, composée d'une majorité de *gadjé* (élus, associatifs) et de quelques représentants autoproclamés.

Quand un collectif hiérarchique tente de dominer un collectif acéphale, il lui impose le type de relation qui lui convient le mieux : c'est ce qui se passe entre les *gadjé* et les Roms de Provence. Le fait que l'État ait regroupé dans une catégorie artificielle, celle de « Gens du voyage », des personnes qui n'ont en commun que d'habiter en caravane renforce encore ces jeux de miroirs. Dans les faits, les langues, les histoires, les façons de faire varient selon les collectifs (Roms, Gitans, Yéniches, Manouches, Sinti, Voyageurs), la région de France où ils circulent, et bien d'autres facteurs.

Lorsque vous écrivez que les dispositifs auxquels les Roms « hongrois » ont été confrontés « sont analogues à bien des égards à ceux qui furent imposés aux vaincus des colonisations européennes », à quoi faites-vous référence ?

La façon dont les gouvernements français ont tenté de contrôler entre autres les Roms, montre des parallèles avec les dispositifs coloniaux, notamment en ce qui concerne le contrôle de la mobilité, les pratiques d'identification, l'implication des missionnaires catholiques et évangéliques, la scolarisation forcée et la surveillance sanitaire, pour ne parler que des principaux traits.

Mais il ne faudrait pas non plus oublier que certaines de ces pratiques de gouvernement ont aussi été mises en place à l'encontre des classes dominées, comme les paysans français au début de la III^e République. Les ancêtres des Roms de Provence dont il est question dans *Kumpania* ont connu de multiples régimes discriminatoires et répressifs depuis leur arrivée en France à la fin du 19^e siècle.

Dès 1912, la plupart d'entre eux sont classés dans la catégorie administrative des « Nomades » et soumis au port du carnet anthropométrique. Leurs déplacements sont contrôlés de façon quotidienne par la gendarmerie et les administrations locales.

Dans les années 1930, en accord avec les préfets, le ministère de l'Intérieur cherche à interdire les regroupements de « Nomades » à travers un processus de dislocation : les groupes sont séparés en petites fractions, et chaque fraction doit partir dans des directions et des départements différents sans avoir le droit de se rencontrer.

Comme j'ai cherché à le montrer dans un autre livre *Les Nomades face à la guerre (1939-1946)*, Klincksieck, 2022 (avec Valentin Merlin), la Seconde Guerre mondiale est un point de bascule dans ce siècle de persécutions et fait apparaître la catégorie de « Nomades » pour ce qu'elle est, à savoir l'expression d'une politique raciale.

Entre 1940 et 1944, les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy s'entendent pour traduire « Zigeuner [Tzigane] » par « Nomade » ; c'est ainsi que les Roms classés comme « Nomades » sont assignés à résidence, internés et déportés. Pourtant, dans les années d'après-guerre, on ne reconnaît pas aux Roms le statut de victimes de génocide et le port du carnet anthropométrique est de nouveau imposé à ceux qui reprennent la route.

Leur situation devient pire qu'avant-guerre : les interdictions de stationnement pour les « Nomades » se multiplient, à tel point qu'en 1967, seules 12 550 communes, sur les 38 000 que compte alors la métropole, autorisent la halte des caravanes. Cette politique de restriction de l'accès au territoire perdure, malgré le remplacement de la catégorie de « Nomades » par celle de « Gens du voyage », et s'intensifie dans les années 1990 avec la création des « aires d'accueil des gens du voyage ».

Quelles sont les stratégies de résistances mises en place par les Roms ?

Confrontés à des persécutions multiples, les ancêtres des Roms de Provence ont toujours su se défendre : comme Ulysse face au cyclope Polyphème, ils ont déployé mille ruses pour déjouer les dispositifs en place. Au début du 20^e siècle, afin d'échapper à l'identification et au risque de reconduite à la frontière ou d'expulsion d'un département, il n'est pas rare que les Roms se déclarent successivement sous différents noms.

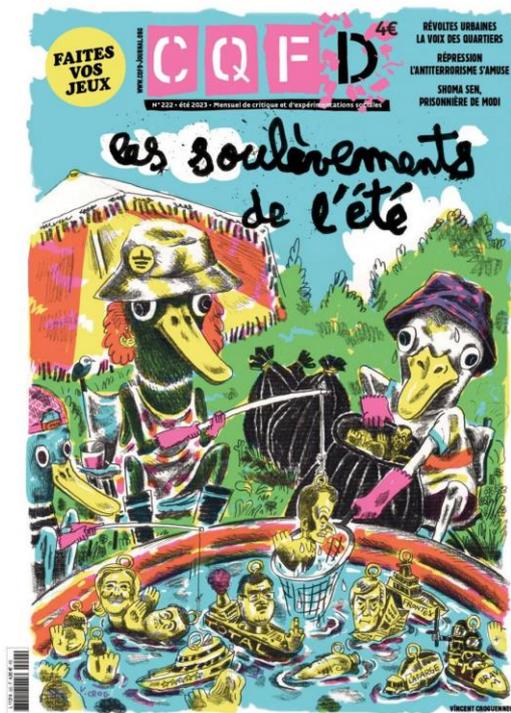
Je cite ainsi une correspondance entre le siège italien d'Interpol et la police judiciaire française dans les années 1950, où l'on apprend qu'un individu a utilisé plus d'une dizaine d'identités entre 1905 et 1952 dans le seul but d'échapper au carnet anthropométrique, et sans que l'on ait pu lui reprocher un autre délit.

Dans les archives d'avant-guerre, je me suis rendu compte que des parents déclaraient le même enfant dans plusieurs mairies afin de lui permettre d'échapper plus tard au régime des « Nomades ». Changer de nom est ainsi au début du 20^e siècle l'un des moyens les plus efficaces de contourner les politiques anti-nomades.

Sur un autre plan, vous consacrez un passage de votre livre à « l'éducation » des enfants. Vous y citez une de vos voisines, Nita, qui vous a un jour lancé : « Moi, j'éduque pas mes enfants, j'les grandis »...

J'ai entendu Nita prononcer cette phrase devant un débat télévisé sur l'éducation des enfants. La distinction sémantique qu'elle fait entre « éduquer » et « grandir » traduit bien l'attention qui est portée aux enfants dans les compagnies. « Grandir » suppose de partager sa vie avec ses enfants – vie partagée qui n'existe pas quand les enfants sont mis toute la journée dans des structures éducatives comme la crèche, la garderie ou l'école.

Éduquer, à l'inverse, c'est discipliner, instruire par la contrainte. Si Nita souhaite que ses enfants aient accès à l'école afin d'apprendre à lire et à écrire, elle défend aussi son droit à vouloir « grandir » elle-même ses enfants quand ils sont petits. Elle considère que ses enfants, tous bilingues français-romani, ont un million de choses à apprendre en vivant au sein des compagnies, et que cet apprentissage n'est possible qu'à travers le partage du temps long et non segmenté par des incursions quotidiennes des *gadje* dans leur vie.



Cet entretien a initialement été publié dans le numéro de CQFD de juillet 2023.

J'ai passé beaucoup de temps à discuter avec mes voisines de la question de l'école et de l'éducation reçue par les petits *gadjé* : il y a plusieurs aspects qui les stupéfient, notamment la propension des *gadjé* à faire garder pendant de très longues journées leurs bébés et jeunes enfants, mais aussi la multiplication des activités extrascolaires qui réduisent comme peau de chagrin le temps des jeux, du rêve et de l'ennui, qui leur semble indispensable pour bien grandir.

Cependant, l'enjeu dépasse une simple divergence d'opinion en matière éducative. Le jugement de mes voisines et celui des *gadjé* ne produisent pas le même effet : mes voisines sont souvent dans le viseur de la protection maternelle et infantile (PMI), des éducateurs spécialisés, des assistantes sociales et des professeurs des écoles.

Le monde des *gadjé* est intarissable sur la façon dont les Roms, les Manouches, les Sinti, les Gitans, les Voyageurs s'occupent de leurs enfants, le plus souvent pour porter des jugements excessivement négatifs qui sont vécus à juste titre comme une violence par les parents des enfants concernés.

Dans le monde du voyage, chacun connaît une famille à qui les services sociaux ont retiré ses enfants ou sur qui ont pesé des soupçons de maltraitance. Nita, par exemple, est inquiète lorsqu'elle accompagne ses enfants chez le médecin ou à l'hôpital et qu'ils ont un bleu à cause d'une chute à vélo : elle a peur que ce bleu ne soit interprété par les *gadjé* comme un signe de maltraitance.

Une autre voisine, après avoir accouché, a été soupçonnée par le personnel de la maternité de vouloir vendre son bébé, simplement parce qu'elle avait hâte de retourner chez elle où ses trois autres enfants l'attendaient. Parce qu'elle était rom et avait souhaité signer une décharge pour retrouver plus rapidement ses autres petits, elle s'est retrouvée au beau milieu d'un imbroglio administratif qui a bien failli lui coûter la garde de son nouveau-né. Des exemples semblables, innombrables, expliquent en partie la méfiance des Roms à l'égard des institutions éducatives des *gadjé*.

Autre sujet abordé dans votre livre, celui des aires d'accueil, que le monde du voyage appelle les « terrains désignés »...

La V^e République a présenté l'aménagement des aires d'accueil comme une politique humaniste permettant aux personnes qui vivent en habitat mobile de continuer à vivre ainsi. Or, rien n'est plus faux. Avant-guerre, les déplacements des « Nomades » étaient certes rendus difficiles par des contrôles quotidiens les obligeant à faire viser les carnets anthropométriques, mais les espaces où les caravanes pouvaient stationner ne manquaient pas : terrains communaux, champs de foire, chemins...

Après-guerre, en revanche, de nombreuses villes interdisent tout bonnement l'accès aux « Nomades » et, lorsque cette ségrégation territoriale est finalement jugée anticonstitutionnelle (en 1965), des terrains

réservés aux « Nomades » sont créés, souvent à côté des cimetières ou des décharges. L'idée n'est alors plus de contrôler les déplacements individuels, mais l'endroit où les Voyageurs s'arrêtent.

C'est ainsi que les « aires de stationnement » puis les « aires d'accueil » voient le jour. Des lieux payants, souvent construits dans des endroits qui n'intéressent pas les promoteurs immobiliers, où le stationnement des caravanes est toléré pour une durée limitée.

J'ai vécu pendant plus d'une année sur une aire d'accueil située dans un endroit ahurissant, entre une autoroute, une voie ferrée, un transformateur électrique et une usine classée Seveso seuil haut (c'est-à-dire qui comporte un risque important d'accident industriel grave) ; quant aux autres aires d'accueil où je suis restée, leur environnement était toujours désastreux voire dangereux.

Il me semble évident que les aires découragent et dissuadent les Voyageurs de voyager. Et comme notre société permet de rentabiliser à peu près tout – même l'apartheid territorial –, ces aires d'accueil sont gérées la plupart du temps par des sociétés privées dont le seul but est de faire du profit grâce à la gestion du stationnement des « Gens du voyage ».

Pour résister au dispositif des aires d'accueil, il existe en revanche plusieurs possibilités. La première est d'occuper des espaces qui ne sont pas prévus pour accueillir des caravanes. L'ouverture de « places » est à ce titre un moyen de remédier à la disparition des terrains communaux et de lutter sans parole contre l'accaparement des terres par de grands groupes industriels et commerciaux.



« La situation des aires d'accueil pour "Gens du voyage" remplit tous les critères du racismisme environnemental »

Une autre possibilité pour les Roms est d'acheter des terrains dans un environnement convenable afin de pouvoir s'y arrêter avec les caravanes. Certains Roms de Provence sont propriétaires de terrains dans différents endroits de la région qui leur permettent de ne pas habiter toujours le même lieu et d'éviter d'avoir à fréquenter les aires d'accueil.

Leur usage de la propriété privée est donc très inventif puisqu'au lieu de s'enfermer dans un terrain clôturé, ils s'échangent les terrains entre eux afin de faire varier le voisinage et les lieux de halte. L'une des idées qui revient régulièrement est d'imaginer un ensemble de terrains qu'il serait possible d'échanger entre Voyageurs pour éviter les aires d'accueil et continuer de voyager...

Propos recueillis par Tiphaine GUÉRET pour CQFD (Basta !) 21 septembre 2023

Image de une : ©Valentin Merlin



Antitsiganisme : des riverains s'en prennent à des familles d'un bidonville, la préfecture le détruit dans la foulée

Notes

[1] Un *gadjo*, une *gadji*, des *gadjé* : celui, celle, ceux qui ne sont pas roms.

[2] L'autrice préfère le terme « collectif » à celui de « communauté » : « *Un ensemble fixe, immobile, dont on ne sort pas, composé uniquement d'humains, et qui ne décrit pas la fluidité des groupes romani ni la diversité des modes d'assemblage en général.* »

Un tag contre l'antisémitisme accusé d'antisémitisme



Nous vivons une période folle. Le vrai devient faux, le faux devient vrai, l'extrême droite manifeste contre l'antisémitisme pendant que la gauche est traînée dans la boue. Toutes les boussoles ont été brisées.

Dans ce contexte, on se demande jusqu'où iront les fanatiques pro-israéliens. Le 21 octobre, le représentant du gouvernement israélien à l'ONU arborait une étoile jaune, symbole des persécutions nazies contre les juifs européens, pour s'opposer aux institutions qui critiquent les bombardements sur Gaza. Le sous-entendu est clair : dénoncer le gouvernement Netanyahu et les massacres de Palestiniens, c'est du nazisme. Le président de Yad Vashem, le mémorial israélien de la Shoah à Jérusalem, avait estimé que « cet acte déshonore les victimes de l'Holocauste ainsi que l'État d'Israël ».

Le même jour, des dizaines d'étoiles de David bleues sur fond blanc sont réalisées à Paris et sa banlieue. Des logos parfaitement réalisés, avec le logo et la couleur du drapeau israélien. Toute la presse aux ordres s'emballe : il ne peut s'agir que d'un acte antisémite. L'intégralité de la classe politique s'enflamme, Darmanin accuse « l'islam radical » et « l'ultra-gauche ». Pourtant, les étoiles de David bleues sont régulièrement taguées par des extrémistes pro-israéliens, à Paris comme ailleurs, depuis des années. C'est même le signe de ralliement de groupes sionistes comme la Ligue de Défense Juive. Peu importe : ce sont des tags antisémites et rien d'autres. Quelques jours plus tard, on apprend qu'un couple de moldaves avait été arrêté sur le fait en train de réaliser ces pochoirs, et que tout le monde au sein de la police était au courant avant même que l'affaire ne soit médiatisée. Peu après, un homme d'affaire moldave revendique ces pochoirs et affirme qu'il voulait « soutenir les juifs européens » en lien, selon lui, avec un groupe français pro-israélien, le « bouclier de David ».

Vendredi 10 novembre, des macronistes franchissent un cap supplémentaire : ils accusent d'antisémitisme un tag explicitement contre l'antisémitisme. Près d'une fac de médecine à Paris, un drapeau palestinien a été peint sur un mur avec la mention en toutes lettres : « fuck antisémitisme », « fuck apartheid » et « free Palestine ». À côté, on trouve aussi le tag « décolonisons la médecine », probablement adressé aux étudiants qui fréquentent ce lieu. On ne peut pas faire plus clair : non au colonialisme, mais aussi non à la stigmatisation des juifs et juives.

Nouvel emballement, encore plus surréaliste. Le député Macroniste Stanislas Guérini écrit : « Un tag antisémite de plus, sur un des murs d'un hôpital public. Je refuse que ce Mal se banalise. Les auteurs, qui ont été identifiés et appréhendés, devront répondre de leurs actes abjects et les sanctions devront être exemplaires ». La chaîne BFM y consacre même un sujet, expliquant que le tag a été « effacé ».

La députée macroniste Caroline Yadan, proche du gouvernement Netanyahou, va plus loin : « “Free Palestine” fait directement référence au slogan “Palestine libre de la mer au Jourdain” en anglais qui est le slogan du Hamas qui vise à éliminer l'État d'Israël et à exterminer tous les juifs ».

Elle fait dire à un tag ce qu'il ne dit pas. « Liberté pour la Palestine » devient un slogan terroriste et génocidaire. Ce qui est extrêmement grave. Bientôt l'emprisonnement pour tous ceux et celles qui ne soutiennent pas Israël ?

Encore plus sidérant, elle ajoute : « “Fuck antisémitisme” veut dire ici “J'emmerde ceux qui lutte [sic] contre l'antisémitisme parce que je revendique l'être” ». Le réel est inversé sans aucun complexe, le mensonge est totalement assumé. La députée précise également que les auteurs des tags ont été identifiés et appelle à les punir.

Nous vivons donc dans un pays où écrire « nique l'antisémitisme » est antisémite mais où un parti fondé par les nazis – le Front National, un politicien réhabilitant Pétain, Éric Zemmour, ou le fait d'avoir écrit dans la revue de *L'Action Française* – Gérald Darmanin, ne l'est pas.

Cette perte du sens des mots, ce renversement de la vérité est extrêmement dangereux pour tout le monde. Y compris pour les juifs et juives. Si dénoncer l'antisémitisme est antisémite, alors cette accusation n'a plus aucun sens, elle est totalement banalisée, c'est la porte ouverte au pire.

UJFP [Union juive française pour la paix]

Source UJFP

URL de cet article 39114 : <https://www.legrandsoir.info/un-tag-contre-l-antisemitisme-accuse-d-antisemitisme.html>

Antisémitisme : « Marine Le Pen a réussi son coup, plus rien n'accroche »

Dimanche 12 novembre, la patronne du RN rayonnait à la marche contre l'antisémitisme à Paris. De Pierre Moscovici à Édouard Philippe, Marine Le Pen, pourtant digne héritière de son père, a été adoubée par une grande partie de la classe politique. Une consécration.



Marine Le Pen et d'autres représentants du RN, dont Jordan Bardella, le président du parti, lors de la marche contre l'antisémitisme à Paris, le 12 novembre 2023. © Michel Soudais

« Marine Le Pen n'est pas antisémite. Elle ne l'a jamais été et son propos est sincère », affirmait Pierre Moscovici, samedi 11 novembre sur Radio J, à la veille de la grande marche contre l'antisémitisme. Le rassemblement organisé par Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher dans la précipitation, avec un mot d'ordre très centré sur Israël, avec la participation du Rassemblement national (RN), fait polémique. La petite phrase, partagée par l'animateur de l'émission, Frédéric Haziza sur Twitter, enflamme alors les réseaux sociaux. L'entourage de « Mosco » a beau *minimiser* les propos du premier président de la Cour des comptes, jugeant ses propos « *maladroits et caricaturés* » auprès de *Politis*, le mal est fait.

Le lendemain, Nicolas Sarkozy va plus loin dans le *JDD* en se félicitant que « le RN a coupé avec son fondateur Jean-Marie Le Pen ». Pire, pour Édouard Philippe, la présence de Marine Le Pen à une manifestation ne pose « *aucun problème* ». En trois jours, la fille de Jean-Marie Le Pen a *réussi* à se faire accepter par une grande partie de la classe politique, à droite comme à gauche. Dimanche, la patronne du RN *rayonnait* sur l'esplanade des Invalides, malgré une présence en queue de cortège tandis que des dirigeants de la gauche – Olivier Faure, Marine Tondelier et Fabien Roussel – faisaient triste figure en l'absence de Jean-Luc Mélenchon, *hués* par une partie des manifestants.

L'aboutissement de vingt ans de manœuvres. « Marine Le Pen a fait un pas politique majeur. Elle s'est débarrassée de 22 ans de *passif paternel* », confirme l'historien Nicolas Lebourg, spécialiste de l'extrême droite. Dès son arrivée dans l'appareil frontiste en 2002, celle qui fut directrice de campagne de son père comprend qu'il faut mettre fin au vieil antisémitisme du FN. Son compagnon de l'époque, Louis Alliot, ne jugeait-il pas en 2013 que l'antisémitisme était la seule chose qui « *empêchait les gens de voter* » pour le FN ? Avant d'ajouter : « À partir du moment où vous faites sauter ce verrou idéologique, vous libérez le reste ».

Aucune rupture avec la rhétorique haineuse

Le maire de Perpignan a poursuivi avec succès sa stratégie en décernant en 2022 la médaille d'honneur de sa

ville au couple Klarsfeld, figures morales de la lutte contre les nazis pour la communauté juive. Pas antisémite, Marine Le Pen ? Jamais condamnée comme le fut son père, la députée du Pas-de-Calais n'a en réalité pas rompu avec la rhétorique haineuse qui fait partie de son héritage. Dans son livre manifeste *Pour que vive la France*, publié en 2012, la patronne du RN visait Jacques Attali en l'associant « au gouvernement mondial » et au « nomadisme ». L'ancien conseiller de François Mitterrand n'a rien oublié de cette période : « Les dirigeants du RN sont toujours antisémites. Jordan Bardella est allé jusqu'à dire que Jean Marie Le Pen ne l'était pas, c'est une preuve en soi, fulmine l'économiste auprès de Politis. Les statuts du parti sont toujours explicites à ce sujet alors franchement, je ne vois pas de raisons de l'absoudre », assure-t-il, visiblement agacé par les propos faisant croire le contraire.

En 2018, Marine Le Pen récidive sur le terrain du clivage politique entre « mondialistes » et « nationaux » au congrès de Lille, faisant le rapprochement avec le mythe biblique de Caïn et Abel. « Caïn, c'est le sédentaire, le national pour elle et Abel, le nomade, le mondialiste, le réfugié, dans sa métaphore. Dans son discours, Marine Le Pen a choisi le camp de l'assassin », observe Nicolas Lebourg. L'antisémitisme du RN a simplement changé de visage. « Avant, l'ennemi de l'extrême droite, c'était le Juif, désormais c'est l'Arabe, le musulman et l'islam. C'est cette capacité d'accommodation qui fait la particularité de l'extrême droite », selon Nicolas Lebourg. « Marine Le Pen a réussi son coup, plus rien n'accroche, on n'arrive pas à l'attraper sur l'antisémitisme, elle a réussi à se blanchir », assure à Politis la sénatrice PS Corinne Narassiguin, qui fait partie de la direction du parti.

« À l'époque c'était plutôt Hitler que Blum, désormais, c'est Marine Le Pen. Mais il y a une grande complaisance d'une partie des élites à affirmer que le RN n'est plus antisémite, tance Dominique Bertinotti. L'ex-ministre, historienne de formation, est sévère avec son ancien collègue Pierre Moscovici. Le RN est toujours dans la haine des autres. C'est dramatique de voir des politiciens se prêter à cette forme de collusion », poursuit-elle, citant L'étrange défaite de Marc Bloch, qui analyse les raisons de la débâcle de la France face à l'Allemagne nazie en 1940, parmi lesquelles la défection des politiciens. Pierre Moscovici a senti le danger. Le lendemain de son intervention sur Radio J, questionné sur RTL sur un éventuel lien entre islamisme et antisémitisme, le haut fonctionnaire répond : « En cette matière, gardons-nous des amalgames (...) Vous savez, on glisse facilement. On parle de ce que fait Marine Le Pen, du terrorisme islamiste. Puis après on glisse un peu, on va trouver l'immigration massive, et à la fin, on trouve l'islam tout court. »

Au PS, les membres de la direction du parti prennent leurs distances avec les propos de M. Moscovici, figure respectée, « juif et de gauche ». « Pierre n'est plus actif au sein du parti socialiste », souffle une parlementaire proche d'Olivier Faure, ce que l'intéressé reconnaît. Le premier secrétaire du PS a lui-même suscité la polémique en ouvrant la porte à une participation du RN à la marche de dimanche, toujours sur Radio J., avant de rétro-pédaler. « Cela fait 20 ans qu'ils vont chez Haziza, à chaque fois, il isole une minute de l'interview avec un titre pourri pour le refourguer à l'AFP », s'agace un éminent socialiste auprès de Politis. « Ce n'est pas Haziza qui les force à sortir des énormités », répond une figure du PS. En filigrane, la marche de dimanche cristallise les tensions : « Il y avait plus de 100 000 personnes à Paris, il fallait que la gauche soit présente, et après quoi, à chaque fois que le RN sera présent aux manif, il faudrait leur laisser l'espace ? », feint de s'interroger Corinne Narassiguin.

Piège grossier

« Obnubilée par Jean-Luc Mélenchon, la gauche tombe dans un piège grossier. C'est une faute politique majeure », rétorque Mme Bertinotti. À droite, Édouard Philippe, comme Nicolas Sarkozy, n'a pas ces états d'âme. L'ex-Premier ministre affirme que le RN « avait le droit d'être là », confirme son plus proche conseiller, Gilles Boyer. « Tous ceux qui veulent manifester contre l'antisémitisme peuvent le faire ». Un argument, repris en partie par Pierre Moscovici, bien que de façon plus nuancée, qui fait bondir Dominique Bertinotti : « On ne peut pas s'exonérer d'une extrême droite collaborationniste pendant la 2^e Guerre mondiale puis raciste et xénophobe. Qui n'a plus de mémoire n'a plus de liberté. C'est très opportuniste, on leur a tendu cette carte et ils l'ont joué à fond. Qu'est-ce que c'est que ces responsables politiques qui se commettent dans l'accompagnement du RN ? Il ne faudra pas se plaindre en 2027 si Marine Le Pen finit par passer. On lui facilite l'élection », déplore l'ancienne ministre socialiste.

Une parole désormais bien solitaire dans l'espace politique. En attendant, le RN de Marine Le Pen est désormais perçu comme un parti capable de gouverner le pays par 44 % des Français – contre 25 % seulement en juin 2017, selon une enquête Ipsos/Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne. Une consécration.

Par Nils WILCKE (Politis), 14 novembre 2023



Descente de l'extrême droite à Romans-sur-Isère : entre débâcle et victoire politique

Que restera-t-il de la tentative d'attaque de l'extrême droite qui s'est déroulée le 25 novembre dans le quartier de la Monnaie à Romans-sur-Isère ? Des vidéos de militants fascistes humiliés ? Ou la preuve que l'extrême droite vient de franchir un nouveau cap en termes d'organisation et de violence ? Un peu des deux, sans doute. Car si l'attaque de ce quartier populaire a rapidement échoué, elle n'en demeure pas moins un signal de montée en puissance du fantasme de « choc des civilisations » porté par l'extrême droite, et banalisé par des relais politiques de plus en plus nombreux.

Romans-sur-Isère, dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 novembre. Sur le portable de Maxime L., un message s'affiche : « *Tournez pas bon sang. Tapez pas de bougnoules. Cachez-vous. Ordre de gros lardon.* » Quelques instants plus tôt, le jeune homme défilait fièrement aux abords du quartier de la Monnaie, à Romans-sur-Isère, lançant des slogans racistes en compagnie de 80 de ses camarades néo-nazis, pour la plupart armés.

Après une confrontation désastreuse avec les CRS, le voilà isolé de son groupe, tentant vaguement de répondre aux questions des habitants qui ont confisqué son téléphone et le filment. Non, il n'est pas là pour en découdre, jure-t-il. Il « *rejoint [ses] potes* ». Malheureusement, ses messages le trahissent : il est bien là pour agresser des « *bougnoules* », son équipe est en déroute et son chef se surnomme... « *gros lardon* ».

La débâcle de l'extrême droite à Romans-sur-Isère

Bien entendu, ce n'est pas un hasard si Maxime L, membre de la Division Martel, groupe de rue bien connu des antifascistes parisiens, se retrouve ce samedi soir à Romans-sur-Isère. Depuis le meurtre de Thomas, jeune homme de 16 ans tué lors d'un bal à Crépol quelques jours plus tôt, ce quartier populaire est désigné par l'extrême droite comme étant celui de l'assassin.

Bien que l'enquête soit toujours en cours et que neuf personnes aient été mises en examen pour des motifs tels que « meurtre en bande organisée » et « tentatives de meurtre », l'extrême droite a déjà choisi sa cible : « l'immigration », « les cités ». En guise de réponse, des militants issus de divers groupuscules violents (identifiés par Streetpress) se rassemblent dans la petite ville, samedi 25 novembre aux alentours de 18h, et tentent d'investir le quartier. Ils sont bloqués par les CRS. S'ensuivent des affrontements et la déroute des agresseurs.

Sur les réseaux sociaux, voilà ce qu'on retient au lendemain de l'attaque de Romans-sur-Isère : des assaillants captifs et couards, 17 des leurs en garde à vue, deux blessés, et la honte. « *Pour les fachos, c'est dramatique !*

Ils voulaient attaquer une cité et ils sont repartis en slip. Ils se retrouvent à 80 alors qu'ils ont lancé un appel dans toute la France, c'est bien la preuve qu'ils ne représentent personne. Bilan de leur attaque : c'est #grosrardon qui se retrouve en tendance », estime un militant antifasciste mayennais, qui connaît bien certains des membres du commando, venus de son coin.

L'action aura aussi un bilan judiciaire, puisque six militants ont été condamnés à des peines de six à dix mois de prison ferme.

Attaquer une cité : le fantôme de l'extrême droite

Si l'attaque du quartier de la Monnaie est un échec militairement, elle est cependant un signal de plus de la montée en puissance de l'extrême droite, documentée depuis quelques années déjà. Depuis les 20 dernières années, hormis quelques préparations d'attentats, elle s'en tenait à des attaques de locaux, des batailles rangées avec les antifascistes, des agressions de militants et des agressions racistes.

La confrontation physique avec la jeunesse des quartiers populaires avait beau être un fantôme persistant (voir les appels à former des « milices anti-casseurs » pendant les révoltes urbaines qui ont suivi la mort de Nahel), jamais, durant ces 20 dernières années, des militants ne s'étaient coordonnés nationalement pour commettre des agressions dans un quartier populaire. Ainsi, même s'ils se sont heurtés au mur du réel – policier avant tout – un pallier a été franchi lors de l'attaque de Romans-sur-Isère. Et le fantôme raciste de la confrontation avec une population d'origine immigrée a été à demi réalisé.

« À Romans-sur-Isère, on retrouve toute une galaxie de groupuscules dont nous dénonçons les actions depuis des années. C'est parce qu'ils ont pu faire des actions ensemble, se regrouper dans des locaux et agresser des militants et des personnes racisées dans les rues qu'ils en arrivent aujourd'hui à attaquer un quartier tout entier », explique Raphaël Arnault, porte-parole de la Jeune Garde.

De fait, parmi les militants présents dans la Drôme, on retrouve la Division Martel (groupement de fait que Gérald Darmanin veut désormais dissoudre), les bisontins de Vandal Besak, ou encore le groupe mayennais Meduana Noctua. La plupart sont régulièrement identifiés lors d'actions de rue, documentées pendant 15 mois par Rapports de Force, juste avant les dernières présidentielles.

L'attaque du quartier de la Monnaie aurait d'ailleurs pu être bien plus destructrice qu'elle ne l'a été. Selon une information de France Info, certains des assaillants possédaient *« les noms complets des principaux suspects du meurtre de Thomas, leurs adresses, leurs numéros de téléphone, ainsi que les prénoms et noms des membres de leur famille habitant le quartier de la Monnaie. »*

« Allumer la mèche »

Malgré la débâcle et l'humiliation, les membres du commando de Romans-sur-Isère comptent profiter de la visibilité de leur action pour passer pour les courageux de service. Depuis plusieurs jours, ils adaptent donc leurs discours à la situation. Un de leurs éléments de langage transparaît au fur et à mesure des visuels et vidéos postés sur leurs canaux Telegram : il n'y a pas eu de défaite, mais un sacrifice mûrement réfléchi.

« Nous avons tout à perdre, mais nous n'avons pas d'autre choix que d'allumer la mèche », déclare un auto-proclamé meneur de l'expédition. Par ces déclarations, les militants se rêvent en première pierre de l'édifice accélérationniste, une idéologie complotiste qui soutient qu'une guerre civile entre *« Français de souche »* et *« population d'origine étrangère »* est inéluctable et qu'il vaut mieux la déclencher avant que la proportion d'immigrés ne soit trop nombreuse.

L'objectif est triple : renforcer une fois encore la thèse du choc des civilisations, susciter de nouvelles actions, ou encore recruter de nouveaux membres. Ainsi, depuis plusieurs jours, des visuels appelant les militants isolés à *« rejoindre des groupes locaux »* sont apparus sur leurs réseaux sociaux.

1000 manifestants d'extrême droite : « ici, c'est Reconquête qui fait le lien entre les pro-Zemmour, les néo-nazis et les catholiques intégristes »

La descente de Romans-sur-Isère ouvre-t-elle une nouvelle séquence de manifestations pour l'extrême droite ? Bien malin qui pourra le dire. Dans une note consultée par la presse, les renseignements territoriaux se disent inquiets.

En attendant, plus d'une dizaine de manifestations ont déjà eu lieu. Une fois passée la marche blanche pour Thomas, qui a réuni 6 000 personnes à Crépol, des militants d'extrême droite ont organisé des rassemblements à Paris, Albi, Toulouse, Bordeaux, Annecy, Colmar, Rennes, Aix-en-Provence, Reims, Laval, Grenoble, Lyon et Romans-sur-Isère. Au total, un millier de personnes ont été comptabilisées par les renseignements.

Ces manifestations n'étaient toutefois pas de même nature que celle de Romans-sur-Isère. La plupart du temps, elles ont agrégé quelques dizaines de personnes, avec prise de parole et photos pour les réseaux sociaux.

Parfois, elles ont rassemblé plus d'une centaine de manifestants dans des cortèges mobiles, comme à Laval ou à Annecy. « *La ville a servi de point de chute à toute l'extrême droite savoyarde. La manifestation était déclarée en préfecture. Ici, c'est Reconquête qui fait le lien entre les pro-Zemmour, les néo-nazis et les catholiques intégristes de Civitas. La manifestation est restée cantonnée au centre-ville et s'est rapidement dispersée à la fin. Mais un journaliste a tout de même été agressé* », raconte une militante antifasciste annécienne.

D'autres manifestations ont pris l'aspect de descentes nocturnes à visages couverts comme à Reims, à Rennes ou encore à Lyon dans la nuit du lundi 27 au mardi 28. Dans cette ville connue pour la forte activité de ses groupuscules d'extrême droite, c'est le collectif Les Remparts, recomposition de Génération Identitaire, qui a appelé à manifester. D'autres manifestations sont prévues dans la semaine, comme à Lille ou à Bordeaux.

Changement de discours

L'attaque de Romans-sur-Isère consacre en outre une victoire de l'extrême droite sur le plan du discours politique. La démonstration la plus éclatante reste l'intervention d'Éric Ciotti qui a d'abord refusé, ce week-end, de condamner l'attaque de Romans-sur-Isère... avant de s'y résigner à demi-mot lundi considérant que « *des idiots* » avaient « *manifesté* ». Le ténor des Républicains a toutefois refusé de « *mettre sur le même plan* » la mort de Thomas et le « *rassemblement d'extrême droite* », comme si une quelconque comparaison avait un sens.

« *Il y a quelques années des dirigeants de droite se seraient sentis obligés de condamner une attaque de néonazis armés, c'était la moindre des choses. La grille de lecture a changé, la thèse du choc des civilisations est désormais admise* », s'indigne Raphaël Arnault.

Certains éléments de langage, popularisés par le RN et Reconquête, sont même en partie repris par le gouvernement. En déplacement à Crépol ce lundi 27 novembre, Olivier Véran a avoué craindre « *un basculement de la société* » et ajouté que le meurtre de Thomas n'était « *ni une bagarre, ni une rixe, ni un fait divers* ».

Les ténors du Rassemblement national et de Reconquête ne s'échinent même plus à passer sur tous les plateaux télé : leur travail a déjà payé et leurs mots sont dans toutes les bouches. En voie de dédramatisation, Jordan Bardella s'est même offert le luxe de condamner l'attaque de Romans-sur-Isère.

La rédaction, 29 novembre 2023

<https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/lextreme-droite-a-romans-sur-isere-defaite-physique-victoire-politique-112919840>

« L'objectif est de déconstruire les fantasmes véhiculés par l'extrême droite »

Conseillère municipale de Saint-Brevin-les-Pins, Véronique Rey-Thibault (EELV) raconte le combat quotidien des forces progressistes contre l'extrême-droite.



Rassemblement de soutien au maire démissionnaire de Saint-Brevin, Yannick Morez, le 24 mai 2023. © Collectif des Bréviinois attentifs et solidaires

Depuis quelques mois, la commune de Saint-Brevin-les-Pins est tristement connue. Un maire a été contraint de démissionner après des intimidations de l'extrême droite et l'incendie de son domicile, sur fond d'opposition à l'installation d'un nouveau centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Sur place, les forces progressistes continuent de s'organiser, comme l'explique Véronique Rey-Thibault, conseillère municipale EELV de Saint-Brevin-les-Pins.

Ce samedi 23 septembre, se tiendra à Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique) un colloque sur le thème « Saint-Brevin terre d'accueil. Accueillir les exilé·es. Pourquoi ? Comment ? », organisé avec la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) et le Secours catholique-Caritas. L'objectif est de *déconstruire* les fantasmes véhiculés par l'extrême droite et de faire un état des lieux des migrations et de l'accueil des exilé·es à l'échelle nationale et européenne, en imaginant ce qui pourrait être un accueil digne et respectueux des droits humains. Ce colloque de réflexion sera ouvert par la maire de Saint-Brevin, Dorothée Pacaud. Pour certains, cet événement est synonyme de provocation. Comment est-ce possible ?

Cela réveille chez moi des souvenirs amers. Le 11 mai dernier, Élisabeth Borne mettait en cause « les extrémistes des deux côtés » alors qu'elle était très précisément interrogée sur les attaques de l'extrême droite subies par le maire de Saint-Brevin, Yannick Morez. Ces extrémistes de droite sont ceux qui distribuent des *tracts ignobles et xénophobes* devant les écoles ; associent les étrangers à des délinquants dans le but de faire peur aux familles ; intimident ceux qui ne sont pas d'accord avec eux et organisent des manifestations haineuses et cagoulées, allant jusqu'à menacer de mort sur leurs réseaux, et jusque dans les boîtes aux lettres ! Mais, de l'autre côté, de qui parle Mme Borne ? Parle-t-elle de nous, les quelques conseillers bréviinois de gauche qui avons toujours *défendu le maire* sur le dossier du centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), mais qui dénoncent aussi fortement l'inaction municipale en matière de logements pour tous ? Nous nous fâchons quand, rapport après rapport, nous constatons que le nombre de logements sociaux stagne à 5 % depuis plus de trente ans quand il devrait atteindre 25 % dans une commune de la richesse de Saint-Brevin.

Pendant les élections locales, nos adversaires n'ont pas hésité à nous faire passer pour de dangereux extrémistes.

Peut-être que la Première ministre parlait des organisations politiques de gauche et des associations qui se sont mobilisées quatre fois en quelques mois face à l'extrême droite venue manifester avec fracas, pavés et slogans glaçants devant notre mairie, à l'image de ce véritable *appel au meurtre* : « *On n'entend plus chanter Clément Méric* », scandé par les extrémistes de droite. Le Collectif des Brévinos attentifs et solidaires, organisateur du colloque de samedi, était peut-être aussi visé par les propos de Mme Borne. Il est né à l'automne 2016, quand la création du Cada a permis de mettre à l'abri des hommes, des femmes et des enfants qui vivaient dans des *conditions indignes* à Calais. N'oublions pas la manière dont les acteurs politiques, de l'extrême droite au centre, dénonçaient des « mini-Calais » qu'ils ne voulaient surtout pas chez eux.

Pendant cinq ans, l'accueil d'exilés à Saint-Brevin n'a jamais été un sujet de discorde.

En réaction à ce rejet, et malgré l'effroi suscité par des tirs à balles réelles sur les locaux heureusement vides du centre, des Brévinos ont accueilli les Afghans et les Soudanais qui arrivaient. Pendant cinq ans, l'accueil d'exilés à Saint-Brevin n'a jamais été un sujet de discorde. Lors des municipales de 2020, nous n'avions jamais été interpellés à ce sujet. Dans ce cadre, les membres du collectif ont découvert le parcours du combattant qu'est devenue la demande d'asile, mais aussi les richesses du partage et des rencontres. Ainsi, le collectif s'est transformé en association et a changé de nom en remplaçant « atterrés » par « attentifs ». *Attentifs* à l'accueil des réfugiés, au manque criant de logements disponibles pour tous.

La rhétorique du renvoi des extrêmes dos à dos n'est jamais une analyse de haut vol, mais ici elle était injustifiable et dangereuse. Dénoncer « *les extrémistes des deux côtés* », c'est soit minimiser les discours racistes et xénophobes qui fragilisent la République, soit délégitimer des espaces de discussion et d'action essentiels à la vie démocratique de notre pays.

Véronique REY-THIBAUT (EELV) (Politis), 20 septembre 2023



Héning-Beaumont : faire du syndicalisme dans une mairie d'extrême droite

Djelloul Kheris est militant Sud collectivités territoriales à la mairie d'Héning-Beaumont, ville de 26 000 habitants gérée par Steeve Briois, membre du Rassemblement national. Avec beaucoup de sincérité et de nombreuses anecdotes, il raconte ce que signifie faire du syndicalisme dans une administration détenue par l'extrême droite.

Comment en arrives-tu à te syndiquer et à prendre des responsabilités au sein de SUD CT ?

Je me syndique parce que le FN (ndlr : aujourd'hui RN) gagne les élections municipales en 2014. Je ne sais pas ce que ce parti d'extrême droite est capable de faire et je me méfie, donc je me dis que le syndicat peut être un bon moyen de se protéger. À l'époque, je rejoins la CGT, mais je ne suis pas un militant très actif. Ensuite je rejoins SUD Collectivités territoriales (SUD CT), je me mets à militer activement et on dépose une liste aux élections professionnelles, où on gagne peu à peu des adhérents.

Où en est le syndicat aujourd'hui ?

Il y a deux syndicats à la mairie d'Héning-Beaumont : Force Ouvrière et nous. Nous sommes le second syndicat, avec deux élus au comité social territorial (CST) et 12 représentants du personnel : tous des agents que nous avons défendus. Aux élections précédentes nous n'étions que six. Les deux élus du CST, Émeline Legras-Tison et moi-même, sont les deux seuls à écrire les tracts, les distribuer... à faire cette gymnastique militante. Je ne vais pas vous cacher que ce n'est pas facile de s'engager vu qui on a en face. Il faut être courageux, voire téméraire. Personnellement, on me l'a fait payer. Ma carrière est au point mort, régresse même. J'administrerais une maison de quartier et je me suis fait rétrograder comme simple animateur lorsque cette maison de quartier a fermé.

L'extrême droite à la tête d'une mairie, ça change quoi pour votre syndicat ?

Nous sommes vus comme des ennemis et on ne nous fait aucun cadeau. Par exemple, après le premier mandat, nous avons fait un tract salé pour faire un bilan de leur politique. On a détaillé : multiplication des délégations de service public, mauvaises conditions de travail pour les agents, des primes données au mérite – c'est-à-dire à la tête du client... Rien de moins qu'une réponse au dossier qu'ils avaient mis dans leur magazine municipal et où ils vantaient les réussites du quinquennat. La réaction a été immédiate. La camarade avec qui je distribuais les tracts a été rappelée au travail par son supérieur, alors qu'elle avait posé ses heures de délégation syndicale et Steeve Briois a écrit un mail à tous les agents de la ville pour dire que nous diffusions un tract mensonger et ordurier et que nous n'étions pas un syndicat, mais une opposition politique. Il est même allé jusqu'à mettre le nom de ma femme dans un mail en pointant le fait qu'elle apparaissait sur une liste municipale d'opposition. Des anecdotes comme celle-ci, j'en ai plein. La municipalité nous voit comme des ennemis. Comme j'ai déjà parlé dans les médias, le maire nous appelle « les copains du journal Libération », « les copains des cocos (ndlr : des communistes) ». Il nous considère comme un syndicat d'extrême gauche.

Mais pourtant, le syndicat grossit ?

Oui, c'est le paradoxe. En essayant de nous faire passer pour des méchants, en nous rabaissant, en nous humiliant, Steeve Briois nous a fait de la pub et a créé une forme de sympathie autour de nous. Les autres agents nous voient, nous connaissent et se disent : « *Djelloul et Émeline, ce ne sont pas des mauvaises personnes, ce n'est pas normal la manière dont ils sont traités* ». Pour autant, on ne pèse pas encore assez lourd. Pour obtenir des choses il faut souvent que nous passions par le tribunal administratif. Même un local syndical digne de ce nom, nous n'avons pas réussi à l'obtenir. Aujourd'hui encore, notre local ne peut pas être ouvert après 17h30. Donc, les moments où les gens pourraient venir nous voir, bien souvent, ils travaillent. On a toutefois réussi à obtenir l'ouverture entre 12h et 14h.

Est-ce que la grève reste un moyen de pression sur cette municipalité ?

Bien sûr, mais encore faut-il que les agents n'aient pas peur de se mettre en grève. Et ça, ce n'est pas simple. J'ai une anecdote. Au moment de la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique, les agents du service technique ont perdu 16 jours de RTT. Évidemment ils étaient tous en rage. Ils m'ont attrapé : « *Comment ça on va perdre un acquis qu'on a depuis 20 ans ? C'est dégueulasse, on ne peut pas se laisser faire* ». Je leur dis : « *Oui, 100% d'accord avec vous, mais je ne peux rien faire seul. Je peux faire des démarches administratives, rédiger un courrier, pas de souci. Mais pour gagner il faut être nombreux et être prêts à débayer* ». Alors je leur ai proposé de signer une feuille avec leurs noms. Pas pour les ficher, mais pour que le maire voie qu'ils n'étaient pas que deux ou trois à être en colère. Sur une soixantaine, ils ont été 52 à signer. Moi je suis content, je fais un courrier au maire, pas de réponse, comme d'hab. Donc je le prévient : tel jour, de 11 heures à 11h45 : les agents du service technique vont débayer. Ce jour-là, j'arrive à 10h, j'installe la tonnelle, les drapeaux, la baffle, je mets du son. J'avais aussi fait venir une dizaine de camarades de Calais en renfort. Mais je vois les agents qui entrent et qui sortent du local technique et je sens qu'il y a quelque chose de bizarre. En fait, ils avaient tous perdu leurs moyens, le soufflé qui était monté quelques jours auparavant était totalement redescendu. Pourtant, ce sont des bonhommes, les gars du service technique. Ils sont censés être courageux. À 11h, quelques-uns arrivent... ils n'étaient que sept. Ils avaient dû recevoir des coups de pression de leurs chefs, le syndicat FO ne les soutenait pas, bref ils ont eu peur.

Est-ce que ça a été plus facile de mobiliser lors des batailles nationales, comme la lutte contre la réforme des retraites par exemple ?

Non, pas du tout. Pendant cette période on a eu de grandes manifestations dans des petites villes, comme Arras. Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vu ça. Mais très peu d'agents de la mairie s'y sont rendus. Je dirais une dizaine, alors qu'on est plus de 500. Pour vous dire, on n'a même jamais pensé à faire quelque chose devant la mairie pour les retraites, on sait que ça ne marchera pas, que ça n'aura pas d'impact important. Il y a beaucoup de résignation, il y a l'argent aussi : faire grève coûte cher. Peut-être que c'est aussi parce que les syndicats ont abandonné le terrain dans la territoriale. Un tract quelques jours avant la manifestation, ça ne suffit plus à convaincre. Certains le jettent tout de suite, d'autres ne le lisent pas, certains ne savent pas lire, ça existe aussi. Je pense qu'il faut constamment faire du terrain, discuter avec les gens. Moi, je fais du syndicalisme tout le temps, un agent m'appelle à n'importe quelle heure, je réponds. Et ce n'est pas forcément une bonne chose parce qu'on en paie le prix niveau santé. Je suis quelqu'un de très naïf (*sourire*), je suis toujours en train de lutter et de me battre.

Comment est-ce que la marque de l'extrême droite se voit dans la gestion de la ville ?

Comme je le dis dans une vidéo que nous avons tournée le 1er mai sur les marches de la mairie, le RN est l'ennemi numéro 1 des travailleurs. On le voit tous les jours ici par leur gestion des agents. On est passé de 700 à 500 agents depuis qu'ils sont là. Je pense qu'ils souhaitent arriver à 300. Plusieurs activités sont passées en délégation de service public. C'est vrai que quand ils ont gagné les élections, le nombre d'agents était extrêmement élevé pour une ville de 27 000 habitants, mais descendre si bas, c'est une hécatombe. Pour que ça marche, ils mettent tout le monde sous pression, ils n'hésitent pas à prononcer des sanctions disciplinaires sans avertissement et ils valorisent les agents « *au mérite* ». Ils emploient sans cesse le terme de méritocratie, je ne l'avais jamais entendu avant eux. Concrètement, ça veut dire qu'on n'a aucune transparence sur le système de prime. Récemment, la ville a obtenu la troisième fleur « *ville fleurie* », les agents jardiniers ont eu une prime. Ça veut dire que les autres agents faisaient moins bien leur boulot ? C'est ridicule. Tout cela crée des tensions, ça met une ambiance pourrie, de nombreux collègues veulent partir, faire une rupture conventionnelle. Tout cela est géré d'une main de fer, sans aucune écoute.

Sur l'insécurité ou encore la lutte contre l'immigration qui constituent les thèmes majeurs du RN à l'échelle nationale, ont-ils eu des actions spécifiques ?

Ils n'en parlent pas tellement finalement. Il y a bien sûr eu l'augmentation des effectifs de police municipale lors de leur premier quinquennat. Son armement aussi, ainsi que la mise en place de caméras. Mais Hénin-Beaumont n'est pas une ville où il y a beaucoup d'insécurité, je ne dirais pas non plus que les gens sont plus racistes qu'ailleurs.

Est-ce que tu serais capable de donner des conseils pour lutter contre l'extrême droite ?

C'est difficile, aujourd'hui le maire est plutôt apprécié par la population. Après, il faut remettre ça en perspective. Il y a eu énormément d'abstention aux dernières élections municipales et ce sont surtout les personnes âgées qui votent. Steeve Briois est très implanté. Il était dans l'opposition municipale depuis 1996, il a de nombreux contacts dans le tissu associatif et surtout : le RN a su profiter des erreurs des maires précédents pour se faire élire. On revient de loin à Hénin-Beaumont, un de nos anciens maires, Gérard Dalongeville, socialiste, a été condamné pour corruption. Je pense que pour continuer à lutter contre l'extrême droite il ne faut justement pas qu'on nous colle une étiquette de simple syndicat qui combat l'extrême droite. Quand on dénonce la délégation de service public, quand on lutte contre la réforme des retraites ça n'est pas porté que par le Rassemblement National. Quand on voit que chaque été Macron nous sort l'interdiction du burkini, maintenant l'abaya et demain, pourquoi pas, les babouches ? Ça aussi, ce sont des idées extrêmes. Il y a aussi un dossier dont on peut s'emparer : l'ancien chef de la police municipale et deux de ses agents ont été mis en examen pour des violences et un faux procès-verbal. Steeve Briois savait mais il a tardé à réagir, ça dit peut-être des choses sur sa gestion des agents. Mais globalement, pour lutter contre l'extrême droite, si on montre qu'on est là pour les agents, qu'on n'arrêtera jamais de lutter contre l'injustice, ça finira par payer.

Guillaume BERNARD, 5 octobre 2023

<https://rapportsdeforce.fr/classes-en-lutte/henin-beaumont-faire-du-syndicalisme-dans-une-mairie-dextreme-droite-100518986>